

Cdo with a76

**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER**  
**TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER**  
**LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION**

**Cabinet de Philippe TREMBLAY**

**Dossier n° N° RG 20/00986 - N° Portalis DBYB-W-B7E-MYIC**  
**Minute n° : 20/00182**

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE PREMIÈRE DEMANDE  
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION  
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

**Le 07 Septembre 2020 à 10h20**

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Julie SCHMITT, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté de remise aux autorités italiennes assorti d'une interdiction de circulation d'une durée de quatre mois émis par le préfet de l'Hérault le 03 septembre 2020 pris à l'encontre de

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 03 Septembre 2020 à l'encontre de :

notifiée à l'intéressé le 03 Septembre 2020 à 16h20 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 05 Septembre 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 05 Septembre 2020 à 13h23 tendant à la prolongation de la rétention de dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de **vingt-huit jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur Eric AFFORTIT, dûment habilité ;

en présence de Madame IANOVICI Dana interprète en langue anglaise, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Chloé PION RICCIO, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

### **DÉROULEMENT DES DÉBATS**

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

**L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;**

**Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :**

- sur le moyen de nullité : le contrôle d'identité est légal. Dans l'alinéa 9 de l'article 78-2 du code de procédure pénale, il est mentionné que le contrôle d'identité doit être aléatoire et limité dans le temps ce qui est le cas dans l'espèce puisque limité à 6h. Il suffit que le procès-verbal mentionne le cadre du contrôle. Le contrôle d'identité n'est pas lié au comportement de l'intéressé.

Je vous demande la prolongation de la rétention administrative.

**déclare par le truchement de l'interprète :**

Le 3, j'étais à la gare. Je suis allé au guichet pour prendre un ticket. Je voulais acheter un billet de bus mais ils m'ont dit qu'il fallait que j'aille à Plan Cabanes. Vu que je ne parle pas français, j'attendais quelqu'un qui parlait anglais. En attendant j'ai mis mon téléphone à charger. J'ai vu les policiers mais je n'avais rien à me reprocher. J'ai expliqué que j'étais venu voir mon épouse et mon bébé.

### **MOTIFS DE LA DÉCISION**

L'article 78-2 alinéa 9 du code de procédure pénale, dans sa version en vigueur depuis le 16 mars 2011, dispose que, dans les zones accessibles au public des ports, aéroports et gares ferroviaires ou routières ouverts au trafic international et désignés par arrêté et aux abords de ces gares, pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière, l'identité de toute personne peut être contrôlée en vue de vérifier le respect des obligations de détention, de port et de présentation des titres et documents prévues par la loi.

Il est de jurisprudence constante que, s'il est loisible au législateur de prévoir que le contrôle d'identité d'une personne peut ne pas être lié à son comportement, il demeure que l'autorité concernée doit justifier, dans tous les cas, des circonstances particulières établissant le risque d'atteinte à l'ordre public qui a motivé le contrôle; que ce n'est que sous cette réserve d'interprétation que le législateur peut être regardé comme n'ayant pas privé de garanties légales l'existence de libertés constitutionnellement garanties; qu'ainsi il revient à l'autorité judiciaire gardienne de la liberté individuelle de contrôler en particulier les conditions relatives à la légalité, à la réalité et à la pertinence des raisons ayant motivé les opérations de contrôle et de vérification d'identité; qu'à cette fin il lui appartient d'apprécier, s'il



y a lieu, le comportement des personnes concernées (décision N° 93-323 du Conseil constitutionnel du 5 août 1993).

L'avocate de l'intéressé indique qu'il ne ressort pas du procès-verbal d'interpellation que le contrôle d'identité réalisé a été mis en oeuvre dans le cadre de la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière.

Ce procès-verbal indique, en effet : "Vu l'article 78-2 alinéa 9 du Code de Procédure Pénale, Mettons en place à compter de dix heures jusqu'à midi, en gare de MONTPELLIER ST ROCH, un dispositif mobile de contrôle dans ce même lieu visant à s'assurer de manière non systématique et aléatoire auprès des personnes présentes ou circulant dans cette zone, du respect de leur obligation de détention, de port ou de présentation des pièces et documents prévus par la loi. Au cours de l'un de ces contrôles, sommes amenés à contrôler à ONZE HEURES un individu de sexe masculin. L'individu nous présente le passeport N° A 50386727 à son nom et supportant sa photographie et un titre de séjour italien également à son nom et supportant sa photographie N° 111548340, au nom de .

Il ne ressort pas de ce procès-verbal que ce contrôle d'identité aurait été réalisé pour la prévention et la recherche des infractions liées à la criminalité transfrontalière.

Il convient, par conséquent, de déclarer cette procédure irrégulière et de rejeter la requête du préfet.

#### PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

**DÉCLARONS** la procédure irrégulière ;

**REJETONS** la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

**DISONS** que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

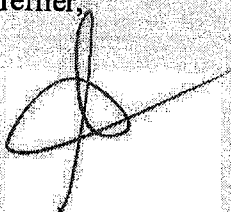
**INFORMONS** que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

**INFORMONS** les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

**INDIQUONS** que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 07 Septembre 2020 à 14 h 50.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 07 Septembre 2020 :

L'intéressé,

*al*

L'interprète,

*[Signature]*

L'avocat du retenu,

*[Signature]*

Le représentant du préfet,

*[Signature]*

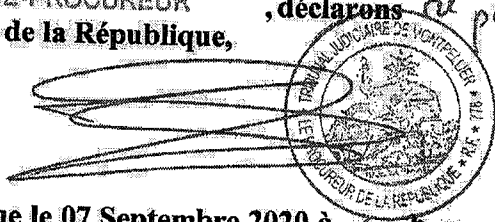
Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 07  
Septembre 2020 à 12h15,  
Le greffier,

*[Signature]*

Nous, **Stéphane BÉRES**  
VICE-PROCUREUR  
Le procureur de la République,

, déclarons

*al* *pas* interjeter appel de la présente décision,



Constatons que le 07 Septembre 2020 à 14 h 18  
interjeté appel de la présente décision,  
Le greffier,

, le procureur de la République *al* *pas*

*[Signature]*